

L'actualité récente vient rappeler combien l'histoire, en France, est un enjeu idéologique majeur. La tentative de Nicolas Sarkozy d'instrumentaliser la figure de Guy Môquet, tentative qui a finalement tourné au fiasco, grâce notamment à la mobilisation de chercheurs et d'enseignants, renvoie aux velléités répétées d'annexion de l'histoire par les pouvoirs politiques. Lutter contre la prétention d'imposer une mémoire officielle devient ainsi, pour les historiens comme pour les enseignants, un enjeu professionnel autant que civique.

Cependant, comme l'a montré la mobilisation contre la loi du 23 février 2005 – mobilisation toujours d'actualité¹ – les divisions, les hésitations et les ambiguïtés au sein du milieu historien sont sources de faiblesses durables. Elles contribuent à fragiliser des initiatives qui, pourtant, devraient bénéficier du soutien de la profession entière. Ainsi, la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) à peine née – nous la présentons dans le cahier couleur de ce numéro – se trouve déstabilisée par la création d'un organisme scientifique concurrent au sein du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale².

Elles contribuent aussi à paralyser toute action collective en réaction à une législation qui se renforce des divisions de la communauté scientifique³. Ainsi, l'adoption d'un amendement au projet de loi du ministre Hortefeux sur l'immigration autorisant la création de statistiques ethniques n'a pas suscité autant de réactions que l'annonce de la création de son ministère ou l'introduction, par un amendement parlementaire, de tests fondés sur l'ADN. Les chercheurs partisans de l'introduction de telles statistiques ont bien du mal aujourd'hui à justifier cette décision qui répondait pourtant à une revendication ancienne, que des analyses hâtives des émeutes de l'automne 2005 avaient réactivée⁴.

Alors que les terrains et les champs de constructions de possibles consensus, professionnels et citoyens, ne cessent de s'ouvrir – du fait même d'une politique gouvernementale qu'un de ses publicistes a pu résumer d'un laconique « Adieu 1945 » (voir la rubrique Recherche et engagement dans ce numéro) – il nous semblerait sain que les divergences et les convergences entre chercheurs en histoire et en sciences humaines soient enfin placées au cœur du débat, explicitées, et reconsidérées au regard de l'exigence commune d'une histoire (sociale et politique) concernant l'ensemble de la nation.



1 Voir *Histoire & Sociétés*, 20, p.126-133 ; et plus récemment les prises de positions d'historiens contre la création, prévue par la loi du 23 février 2005, d'une Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie (*Le Monde*, 5 octobre 2007).

2 Cet organisme, espérons-le, aura sans doute du mal à gagner une légitimité historique. Mais la Cité se trouve « orpheline » depuis la démission, pour protester justement contre l'instauration « inacceptable » d'un ministère de « l'immigration et de l'identité nationale », de huit universitaires de renom qui avaient contribué à son élaboration. Il s'agit de Nancy Green, Gérard Noiriel, Patrick Simon, Vincent Viet, Marie-Christine Volovitch-Tavareš, Marie-Claude Blanch-Chaléard, Geneviève Dreyfus-Armand. Voir *Libération*, du vendredi 18 mai 2007.

3 La tribune de Éric Fassin, dans *Le Monde* du 6 octobre 2007 (*Les statistiques de la discorde*), est un bon exemple du désarroi qui traverse sur cette question, en France, le milieu des chercheurs en sciences humaines. SOS Racisme a pris l'initiative d'une pétition intitulée « Appel contre la statistique ethnique » (26 octobre 2007). Nous ne connaissons pas d'initiatives de chercheurs sur ce thème à ce jour.